

*Peine capitale*

Les chiffres de la Commission de police du Québec proviennent toutefois des budgets, donc de prévisions, et ne comprennent pas les dépenses policières autres que municipales et provinciales, comme celles de la GRC.

Au total, 13,596 policiers permanents étaient en fonction en 1975 au Québec, dont 4,108 à la Sûreté du Québec. Ces effectifs étaient appuyés par 2,619 civils et 375 policiers à temps partiel, de même que par 3,090 véhicules dont plus de la moitié ne sont pas identifiés.

C'est la Communauté urbaine de Montréal qui couvre 30 municipalités, qui prend la plus grosse part du gâteau, avec 136 millions, suivie de la Sûreté du Québec, avec 104 millions de dollars.

Si l'on ajoute à ces montants déjà astronomiques les dépenses prévues pour la surveillance à l'occasion des Jeux olympiques, nous nous retrouvons en face d'une situation inconcevable où, dans certaines régions du pays, la moitié des Canadiens surveilleront l'autre moitié, et au coût de millions de dollars, à une époque où nos politiciens de couleurs recommandent aux citoyens de se serrer la ceinture, durant une période d'inflation qu'ils ont contribué à créer eux-mêmes. Durant cette période troublée, il faut tout de même assumer nos responsabilités et essayer honnêtement d'appliquer une justice éducative.

Il serait sans doute possible avec les moyens de transport et de surveillance dont on dispose, par l'entremise des Forces armées, de faire effectuer des travaux rentables par les détenus dans les régions du Grand Nord canadien ou encore d'aménager des camps sur des îles où les moyens d'évasion sont quasi impossibles. Nous pourrions utiliser les services des détenus dans des conditions humaines de travail, tout en assurant à ceux qui démontrent de bonnes dispositions à la réadaptation, les avantages requis à leur situation; ceci, en plus de contribuer à décongestionner les pénitenciers surpeuplés, fournirait à un bon nombre une occupation utile plutôt que de les laisser «jongler» dans l'oisiveté avec des camarades d'expérience à la préparation de nouveaux plans. Nous sommes loin d'avoir essayé tous les moyens de réadaptation et, pourtant, nous savons que rien ne doit être négligé de ce côté-là.

Du moment que l'on observe le comportement d'un certain pourcentage de détenus, particulièrement chez les jeunes, on constate souvent qu'un trop grand nombre ont été victimes de conditions de vie qui ont contribué à créer un climat d'hostilité envers la société, insouciance d'un trop grand nombre de parents qui ont négligé d'assumer leurs responsabilités sociales, souvent victimes de période de chômage interminable avec toutes les épreuves que cela comporte: revenus insuffisants, privations et découragement.

Nos administrateurs doivent à présent consentir à payer après le crime ce qu'ils ont trop souvent refusé de payer avant et qui, dans bien des cas, aurait évité ces périodes d'oisiveté forcées et de tracasseries de toutes sortes découlant d'un régime financier corrompu et corrupteur. Il faut à présent acquitter les frais d'une coûteuse réhabilitation de criminels; il est urgent que des transformations sociales soient effectuées dans plusieurs domaines afin de rendre la vie plus humaine pour un plus grand nombre.

L'inflation, les taxes, les dettes ne sont pas des remèdes aux maux dont souffre la société. Il faudra que les administrateurs de cette société s'habituent à voir la richesse dans les choses (richesse réelle, valeur réelle) au lieu de la voir dans les signes. C'est là l'origine du mal, la véritable

[M. Dionne (Kamouraska).]

maladie du siècle, maladie qui a des conséquences terribles et que l'on pourrait appeler la peur du lendemain, qui fait souvent blanchir les cheveux avant le temps et probablement contribue à conduire un grand nombre de citoyens au cimetière prématurément. Arrêtons-nous un instant à observer les ravages que ce fameux système a causés sur notre planète. Il y en a beaucoup qui consentent à «marcher» sur leur conscience pour gagner leur vie. Combien d'hommes d'affaires ont volé leurs concurrents parce qu'ils n'auraient pu tenir sans cela? Combien de professionnels ont immolé leur science et leur art sur l'autel du confort et de la nécessité de vivre selon leur rang? Combien d'hommes publics ont vendu leur pays pour s'assurer la sécurité économique? Le mot «argent» passe plus souvent en notre cerveau que le verbe «aimer» dans notre cœur. C'est ainsi que notre système d'argent tient l'humanité en servitude. La personne humaine est en adoration devant le veau d'or. L'objet de sa principale préoccupation est l'argent. Le système d'argent est orienté vers un autre objectif que le sien. L'argent doit rester dans son rôle, soit un instrument d'échange et non de domination.

Notre système est vicié et condamné par la plus grande autorité doctrinale au monde. Voici ce qu'on peut lire dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*:

Les manipulateurs de l'argent et du crédit tiennent la vie économique entre leurs mains si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer.

Et, dans le même texte, on peut également lire:

L'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin, alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique, ont le moyen de leur procurer. Ces biens doivent être assez abondants pour satisfaire aux besoins d'une honnête subsistance.

Les responsables des décisions à la direction de la société devraient s'inspirer plus souvent des encycliques et orienter l'organisation économique de façon à permettre à la population de vivre convenablement, surtout dans un pays favorisé par une abondance de richesses naturelles et habité par une population bien disposée. En prenant des moyens de ce genre-là, j'ai de bonnes raisons de croire, comme je le disais tantôt, que le nombre de crimes diminuerait.

• (1610)

[Traduction]

M. Gilbert Parent (St. Catharines): Monsieur l'Orateur, plusieurs de mes collègues ont cité des faits et des chiffres pour prouver que la peine capitale dissuade les éventuels meurtriers ou, au contraire, qu'elle n'est pas une mesure de dissuasion. Selon moi, les statistiques peuvent être interprétées en faveur de l'une ou de l'autre de ces hypothèses. J'aimerais aborder un autre aspect de l'argument: nos lois relatives à la peine capitale, telles qu'elles sont interprétées et appliquées, ne semblent pas régler adéquatement nos problèmes sociaux actuels, et nos prisons ne sont pas organisées pour véritablement réhabiliter les meurtriers.

La société doit penser avoir la conviction qu'on la protège. Je suis désolé de dire qu'aujourd'hui cette crédibilité n'existe pas. C'est peut-être la faute des médias qui nous bombardent sans arrêt d'atrocités, que des hommes s'infligent. C'est peut-être parce que, pendant des années, on nous a conditionnés à accepter la violence comme une réponse légitime aux injustices. Quelle que soit la cause, la population se sent vulnérable et menacée.